

Susciter un vaste dialogue sur le négoce de matières premières et les droits humains

08.07.2022

D'un coup d'oeil

La semaine dernière, economiesuisse a accueilli divers acteurs du négoce de matières premières afin de discuter de la gestion d'entreprise responsable dans la branche. Lors de ces discussions, la priorité a été accordée à la diligence raisonnable en matière de droits humains. Des exemples du secteur du cacao et de l'extraction de métaux montrent que la branche a déjà fait des progrès mesurables. Toutefois, de grands défis subsistent.

La Suisse est l'une des principales plaques tournantes mondiales pour le négoce des matières premières agricoles, du pétrole, des métaux et des minerais. Dans notre pays, quelque 900 entreprises sont actives dans le commerce des matières premières et emploient environ 10 000 personnes. Ce secteur est donc très important pour notre économie. En même temps, le négoce des matières premières en Suisse fait régulièrement l'objet de critiques. On reproche notamment aux entreprises concernées leur manque de transparence ou leur non-respect des droits humains dans des pays parfois instables politiquement.

Atelier avec une large participation de la place suisse de négoce de matières premières

En collaboration avec l'Institute for Business Ethics de l'Université de Saint-Gall et le Commodity Club Switzerland, economiesuisse a donc cherché à savoir comment le devoir de diligence en matière de droits humains est mis en œuvre dans la pratique. Des représentants de divers secteurs des matières premières ont rencontré des représentants des milieux scientifiques, de l'administration et de sociétés de conseil dans le cadre d'un atelier. L'implication de tous les acteurs importants pour le commerce des matières premières en Suisse s'est avérée extrêmement productive.

Mesures concrètes dans le cadre de la diligence raisonnable en matière de droits humains

Il est clairement ressorti de la discussion que le secteur a déjà réalisé des progrès mesurables en matière de gestion d'entreprise responsable. De nombreuses firmes ont intensifié leurs efforts pour identifier les effets négatifs de leurs activités en termes de droits humains et prendre des mesures préventives. L'année dernière, le commerce suisse du café a ainsi conclu un partenariat public-privé avec la Sustainable Trade Initiative (IDH) et le Secrétariat d'État à l'économie SECO afin de combler le manque à gagner des cultivateurs de café colombiens. Dans l'extraction de métaux aussi, la preuve d'un système de gestion sociale bien développé et efficace (y compris la certification Initiative for Responsible Mining Assurance (IRMA)) est de plus en plus souvent exigée..

Développements réglementaires, mais aussi exigences plus strictes des investisseurs

Un changement de mentalité s'est amorcé il y a plusieurs années déjà dans la branche avec le lancement d'initiatives spécifiques. Cette évolution a été accélérée par la promulgation de règles nationales et internationales. De plus, les investisseurs et les clients exigent aujourd'hui davantage de transparence. Enfin, les articles publiés dans les médias ont également incité les entreprises à améliorer leurs pratiques en matière de droits humains et à communiquer de manière plus transparente à ce sujet, comme le montrent les recherches de l'université de Saint-Gall..

Les défis doivent être surmontés

Malgré ces progrès, il reste encore des défis à relever. La population locale devrait notamment être mieux informée et impliquée dans les projets des entreprises extractives. La mise en place de services de plaintes gagne aussi en importance.

En outre, les entreprises de négoce de matières premières devraient procéder à une planification plus approfondie qui identifie et gère également les risques à moyen et long terme en matière de droits humains.

economiesuisse se félicite que cet atelier ait permis de lancer un vaste dialogue sur le commerce des matières premières et les droits humains et va s'efforcer de le poursuivre en faveur d'un commerce des matières premières durable en Suisse.



Luc Schnurrenberger

Responsable suppléant du département Économie extérieure